

## **COMMUNICATION :**

**THEME : le renseignement comme arme de lutte  
contre les menaces sécuritaires émergentes**

**Auteur : Vasiriky TRAORE, Conseiller Spécial du  
Président de la République de Côte d'Ivoire**

Je remercie encore une fois les organisateurs pour leur vision prospective pour l'Afrique. Je me réjouis de l'honneur que vous me faites de m'associer aux réflexions pertinentes qui sont menées, ici, sur la sécurité du continent.

La situation sécuritaire du moment dans notre sous-région nous amène à étendre notre champ de réflexion à l'apport du renseignement dans la lutte contre les menaces sécuritaires émergentes

Oui, le terme «émergent» est très usité sur le continent, beaucoup de gouvernements s'employant à faire de leurs pays, des Etats «émergents», c'est-à-dire un pays nouveau, un pays de renouveau, un pays de progrès et de bonheur partagé. C'est une ambition tout à fait légitime pour un continent où l'indice de développement est à la traîne.

Mais parallèlement à cette grande ambition, il se développe de nouvelles menaces sécuritaires comme pour enrayer cet élan.

Alors, avant d'esquisser des réponses aux défis qui nous font face, je voudrais présenter, ne serait-ce que succinctement, quelques-unes de ces menaces émergentes.

## **1- QUELLES SONT SECURITAIRES AFRIQUE ? LES MENACES EMERGENTES EN AFRIQUE ?**

On appelle «menaces émergentes» toutes les nouvelles formes de menaces. Ce sont des menaces qui n'existaient pas du tout ou qui étaient résiduelles. Les menaces «émergentes» s'opposent aux menaces classiques. Trois types de menaces majeures devraient faire l'objet de notre attention : le terrorisme violent, les conflits communautaires et les actions dans le cyberspace.

### **▪ TERRORISME ET EXTREMISME VIOLENT**

Si le terrorisme tel que nous le connaissons a fait irruption sur le continent dans les années 90, son

expansion et ses modes opératoires toujours imprévisibles continuent de faire de lui une menace sécuritaire émergente.

A cette problématique, est associé le retour de combattants de l'Etat islamique. Le terrorisme n'est plus en soi une menace virtuelle en Afrique mais une triste réalité dont les mutations doivent nous alerter.

Depuis le retour de djihadistes des zones de conflits notamment de la Syrie, de la Lybie voire de l'Irak et il y a quelques années de l'Afghanistan, sanctionné par le partage de connaissances et des techniques de guérilla et qui se manifeste par des attaques complexes avec des moyens hybrides au Mali contre les FAMA, Barkhane, la MINUSMA et les Forces de Sécurité du Burkina Faso et du Niger par l'emploi d'engins explosifs improvisés), l'application de procédés éprouvés (fermeture des écoles «**occidentales**», le «**soutien**» aux populations et attaques uniquement de postes faiblement protégés...) sont autant de signaux d'alerte. Si les actions militaires ponctuelles affaiblissent voire désorganisent les groupes, force est de reconnaître que leur mouvements cherchent de nouvelles zones d'action.

Enlèvement récent de touristes dans le nord du Bénin dans le parc national de Pendjari, destruction des lieux et

## • **LES CONFLITS-COMMUNAUTAIRES**

Les conflits communautaires peuvent servir de paravent pour des acteurs ayant un agenda-caché. Ainsi, se cristallise dans la bande sahélo-sahélienne des frustrations, des amalgames et autres revendications autour de la question peulh. Les conflits communautaires qui commencent souvent comme de simples conflits d'usage (conflit agropastoraux) sont rapidement récupérés voire instrumentalisés par les mouvements terroristes. L'émergence de ce type de signal faible est à prendre en compte avant le basculement dans le radicalisme. Car le terroriste frappe où il veut, quand il veut et avec les moyens en sa possession.

La multiplication des affrontements entre agriculteurs et éleveurs constitue une menace pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, a prévenu l'ONU.

Selon le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, le niveau de violence a augmenté dans toute la région sous l'effet conjugué notamment de la croissance démographique rapide, du changement climatique et de la circulation des armes.

Notons au passage, qu'une autre conséquence de ces conflits peut être le développement voire le renforcement de courants irrédentistes ou sécessionnistes.

Il est particulièrement pertinent de relever que ces mouvements prospèrent souvent loin des capitales, dans les crises où l'autorité de l'Etat à souvent du mal à s'exercer. Aussi, les zones frontalières doivent elles plus que jamais constituées des points d'attention pour nos services en trouvant le juste équilibre avec la nécessité de liberté de circulation des personnes et des biens (en fonction des accords interétatiques ou régionaux).

## • **MENACES DANS LE CYBERESPACE**

Aujourd'hui, tous les acteurs des menaces-mentionnées précédemment qu'ils soient terroristes, irrédentistes ou

mafieux ont besoin de communiquer ou de s'afficher. Aussi la bataille contre ces acteurs émergents se joue telle plus que jamais dans le cyberespace.

Les cyber-menaces sont les dommages collatéraux d'un progrès technologique rapide qui rend le monde interdépendant. Le développement des capacités informatiques, de la volumétrie des données et des débits Internet va s'accélérer, tout comme l'Internet des Objets (Internet of Things) et le nombre d'appareils connectés.

L'augmentation du nombre de connexions et de données associées représente ainsi une véritable aubaine pour les cybercriminels et leur offre encore plus d'opportunités de s'enrichir. Pour cela, ils s'appuieront encore davantage sur des menaces sophistiquées telles que les ransomwares, logiciels de demande de rançon.

Au-delà des criminels, les Etats doivent se préparer à faire face à des actions qui peuvent être intrusives au point de modifier l'état de l'opinion publique voire des équilibres politiques encore fragiles. D'où la notion nouvelle de guerre froide hybride auquel notre continent sera de plus en plus exposé.

Nous devons être préparés à des scénarii qui sont déjà en cours dans les sociétés occidentales et qui trouveront certainement dans les années à venir une aire de prédilection en Afrique. Quelques hypothèses :

- **scenario 1** : un Etat-Puissance X pourrait par des techniques de manipulation de l'information ou d'attaque de réseaux, s'ingérer de façon plus ou moins subtile dans la vie publique d'un Etat faiblement outillé, et voler des données, pirater des réseaux, publier et/ ou relayer de fausses informations... Première conséquence manipulation de tous les programmes de développement humain, économique, social et culturel.

- **scenario 2** : un groupe local ayant une expertise avérée peut initier une forme de contestation de l'autorité à partir d'un prétexte même insignifiant et mettre à mal des institutions étatiques. L'actualité récente d'Etats ayant une longue expertise dans le domaine du renseignement mais faisant néanmoins face à ces difficultés doit nous alerter à l'effet d'anticiper ce genre de menaces.

**scenario 3** : création et mise en œuvre d'un algorithme universel par les puissances pour

mieux asseoir leur domination et influencer les instruments de mondialisation. A savoir le commerce, la culture les médias, le climat, les systèmes..... .etc ...

Avec les menaces sécuritaires émergentes utilisant des moyens de guerre hybride où parfois aucun coup de feu n'est tiré, la frontière entre la paix et la guerre est effacée.

## **II- EN QUOI LE RENSEIGNEMENT PEUT-IL AIDER A LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LES MENACES SECURITAIRES EMERGENTES ?**

### **• CHANGER DE PARADIGME**

L'énumération des menaces sécuritaires peut faire apparaître l'imbrication des facteurs, à savoir la sécurité, la société, l'environnement, le climat, etc.

Il y a donc lieu que le renseignement change de paradigme en passant du tout sécuritaire à la sécurité humaine. Cette approche implique une réorganisation structurelle des services de renseignement et une réorientation stratégique de leurs missions.

Il s'agit d'ouvrir le renseignement à des champs de compétence nouveaux par le recrutement de sociologues, de journalistes de psychologues, d'environnementalistes, etc... pour une meilleure compréhension des menaces.

Il faut également renforcer les capacités du personnel du renseignement pour lui permettre de faire face efficacement aux menaces sécuritaires nouvelles.

Ces actions ne vont pas sans une nécessaire ouverture, même limitée au monde extérieur souvent en avance en termes de perspectives.

Par exemple : le secteur universitaire, les entreprises informatiques pouvant rapidement fournir des études et/ou outils d'aide à la décision spécifique aux services. Car souvent submergés par la gestion du quotidien ou la réaction aux crises, les services n'ont pas les moyens de développer leurs outils de connaissance et d'anticipation. Du point de vue stratégique, les services de renseignement doivent tenir compte dans l'élaboration des Plans Nationaux d'Orientation du Renseignement de toutes les nouvelles menaces sécuritaires, et non plus se limiter à sauvegarder l'intégrité des institutions de l'Etat.

Cette approche devrait faire l'objet d'une légitimation et d'une sanctuarisation par les plus hautes autorités afin de renforcer l'action des services tant en interne qu'avec les partenaires internationaux. C'est un gage de crédibilité et un référentiel de vérification des actions menées pour lutter contre les menaces préalablement définies.

### **III- LA COOPERATION**

La quasi-totalité des menaces étant régionales (terrorisme, orpaillage clandestin, conflits agropastoraux, traite humaine, médicaments contrefaits), il est plus que nécessaire que les services de renseignement des pays de la région coopèrent étroitement.

Les axes d'effort de cette coopération devraient avoir une traduction concrète sur le terrain à travers la conduite de «manœuvres du renseignement». On pourrait par exemple envisager :

- la sensibilisation conjointe contre les dérives sectaires (avec pour axes d'effort les frontières)
- des échanges d'officiers de liaisons (police, douanes, armées...) dans les zones identifiées et de denses trafics (dans un premier temps...)
- des actions de reconnaissance des forces de défense (sur l'ensemble des zones frontalières) et mise en œuvre le cas échéant, de plan d'action et de protocoles d'intervention selon des scénarii à esquisser...
- le partage de retour d'expérience dans les domaines de la cyber surveillance.

L'esprit de cette approche est, bien évidemment, de décentraliser la coopération. Dans cette approche des

«petits pas», rien n'empêcherait de commencer par des actions bilatérales afin d'en éprouver la pertinence.

## **CONCLUSION**

Les services de renseignement peuvent, certes, lancer des alertes, et prévenir : c'est leur mission. Mais la riposte à la hauteur des enjeux que nous percevons, est l'affaire de tous. Si notre vision stratégique est partagée, encore faudrait-il en concrétiser la matérialisation afin que la détection des «signaux faibles» ne soit pas l'apanage des seuls services de renseignement mais l'affaire de tous, singulièrement la communauté des médias.